

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 mars 2022
(Convocation du 15 mars 2022)

Aujourd'hui, le 23 mars 2022 à 16h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice • Nombre • Voix	8 8
Présents • Nombre • Voix	7 7
Pouvoirs • Nombre • Voix	0 0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour • Nombre • Voix	7 7
Contre • Nombre • Voix	0 0
Abstention • Nombre • Voix	0 0

Etaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Bernard Verdier

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



OBJET : Conventions - Ressource en eau - Convention partenariale ENR Adour : Valorisation d'énergies renouvelables sur plans d'eau artificiels de soutien d'étéage - Convention à intervenir avec le syndicat départemental d'énergie 32 et les sociétés d'économie mixte Enerlandes (40), Ha-Py Energies (65), ENR 64, ainsi l'AREC Occitanie, et TERRA ENERGIES pour les deux régions

Exposé des motifs :

Le syndicat mixte ouvert à la carte, Institution Adour (IA), établissement public territorial de bassin (EPTB) originellement constitué par les 4 conseils généraux du bassin de l'Adour (Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques) regroupés au sein du collège « membres fondateurs », est mobilisé pour assurer une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques, et de leurs usages partagés dans le bassin de l'Adour.

Il souhaite aujourd'hui développer des installations de production d'énergies renouvelables sur 22 réservoirs à vocation de soutien d'étéage implantés sur les deux régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie, et sur quatre départements. De plus il entend mettre à profit la couverture photovoltaïque des plans d'eau et le turbinage à la sortie des ouvrages pour travailler sur la qualité des eaux stockées et restituées.

Par ailleurs, dans le contexte des évolutions climatiques à l'œuvre sur le bassin de l'Adour, l'EPTB souhaite conforter (et refonder à terme) le modèle économique des réservoirs de soutien d'étéage afin de pouvoir maintenir la capacité opérationnelle de ses ouvrages (80 millions de mètre cubes de stockage). Pour cela il entend diversifier les modes de contribution et de financement afin d'une part, d'assurer le fonctionnement courant de ces ouvrages, et d'autre part d'être en capacité de faire face aux travaux de grosses réparations

Afin d'être accompagnée dans cette démarche, l'Institution Adour s'est rapprochée des acteurs territoriaux suivants :

- La SEM Enerlandes ;
- La SEM ENR 64 ;
- La SEM Ha-Py Energies ;
- Le SDE 32 ;
- L'entité régionale AREC Occitanie ;
- L'entité régionale TERRA ENERGIES (Nouvelle-Aquitaine)

Rappels des objectifs du projet :

Le projet porte sur le développement, la construction et l'exploitation de plusieurs unités de production d'énergies renouvelables sur plans d'eau situées sur les départements du 32, 40, 64 et 65, par l'intermédiaire notamment de centrales photovoltaïques sur supports flottants (eaux stockées) et de microcentrales hydroélectriques (eaux restituées), pour une injection en totalité sur le réseau électrique local.

L'objectif est de concourir aux appels d'offres de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) ou si ces appels d'offres ne sont plus accessibles ou non compétitifs financièrement, la conclusion d'un contrat de vente directe à un ou plusieurs consommateurs (Corporate Power Purchase Agreement) ou tout autre contrat équivalent.

Il est prévu de créer une société mère appelée « ENR Adour » sous la forme de société par actions simplifiée (SAS). Dans la suite cette société pourrait être désignée « ENR Adour ».

Les partenaires souhaitent privilégier un maximum de financement public dans chacun des projets. Dans ces conditions le capital de la SAS serait constitué par les apports de :

- L'EPTB Institution-Adour
- La SEM Enerlandes, la SEM ENR 64, la SEM Ha-Py Energies et le SDE 32 ;
- Le fond d'investissement Terra Energies (Nouvelle Aquitaine) et l'AREC Occitanie ;



- Le Lauréat sélectionné dans le cadre du présent AMI pour les parts restantes, soit 49 % maximum.

Pour chaque groupe de projet (selon phasage des réalisations et répartition géographique par département), il est prévu de créer des sociétés filles, dite « société de projet », détenue à 51% minimum par ENR Adour et ouvert à des investissements participatifs et citoyens (entreprises locales, collectivités locales sur lesquelles les projets seront situés, habitants...) et à 49% maximum par le partenaire retenu à l'issue de la consultation

A cet effet, l'EPTB, assisté des autres membres du pôle public, a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) visant à la valorisation d'énergies renouvelables sur plans d'eau artificiels de soutien d'étiage. La consultation publique s'est déroulée de juin à octobre 2020 et quatre porteurs de projets ont déposé une offre de partenariat.

A l'issue de ce processus, la candidature qui a répondu au mieux aux attentes du pôle d'acteurs publics s'est avéré être le groupe SERGIES. En effet, à la différence d'autres candidats, SERGIES s'est engagé à travailler sur l'ensemble des 22 plans d'eau pour le photovoltaïque et une moitié du parc de RSE pour l'hydroélectrique et par ailleurs s'est conformé au pacte d'actionnaires et à la gouvernance tel que définis dans le cahier des charges de l'AMI.

Vu la délibération CMF09/2021, en date 18 mars 2021, désignant le groupe SERGIES comme opérateur et partenaire à l'issue de l'appel à manifestation d'intérêt et autorisant le président à mettre au point la forme juridique du partenariat à établir au sein de la future Sas « ENR ADOUR » entre le pôle public (51% des parts) et le groupe SERGIES (49% des parts),

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention telle que ci-annexée,
- d'autoriser le président à signer la convention,
- d'autoriser le président à effectuer toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 23 mars 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022



ID : 040-254002264-20220323-220323H1582H1-DE

Servicio de Energía
de la Costa

terra energies



CONVENTION DE PARTENARIAT

RELATIVE AU DEVELOPPEMENT DE CENTRALES PHOTOVOLTAÏQUES FLOTTANTES ET HYDROELECTRIQUES SUR LES RESERVES DE L'INSTITUTION ADOUR

ENTRE :

1 -

SERGIES, Société par actions simplifiée unipersonnelle à directoire et conseil de surveillance au capital de 10.100.010,00 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Poitiers sous le n° 437 598 782, dont le siège est sis 78 avenue Jacques Cœur 86000 POITIERS,

Représentée par Monsieur Hervé LECOMTE en sa qualité de Directeur Général ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

(Ci-après désignée « **SERGIES** »)

D'une part,

ET :

2 -

Institution Adour, établissement public du bassin de l'Adour, ci-après désigné « l'EPTB Adour », sise 38 rue Victor-Hugo à Mont-de-Marsan (40)

Représentée par son Président Paul CARRÈRE, habilité à signer la présente convention par délibération du Bureau en date du 23 Mars 2022.

(Ci-après désignée « **EPTB Adour** »)

ENERLANDES, Société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, au capital de 2.184.000 €, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Mont de Marsan sous le numéro 509 870 259, dont le siège social est situé au 23 rue Victor Hugo, 40000 MONT DE MARSAN,

Représentée par Monsieur Nicolas LAFARIE en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

(Ci-après désignée « **ENERLANDES** »)



Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022



ID : 040-254002264-20220323-220323H1582H1-DE

Service des
Energies

Service des
Energies



ENR 64, Société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration, au capital de 2.100.00 €, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Pau sous le numéro 878 641 661, dont le siège social est situé au 4 Rue Jean Zay 64000 PAU,

Représentée par Monsieur Stéphane CASTET en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

(Ci-après désignée « **ENR 64** »)

SEML Ha-Py Energies, Société anonyme d'économie mixte, au capital de 2.000.000 €, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Tarbes sous le numéro 882 529 795, dont le siège social est situé 20 avenue Fould 65000 TARBES,

Représentée par Monsieur Jean CHANEAC, Directeur, dûment habilité à l'effet des présentes,

(Ci-après dénommée « **Ha-Py Energies** »)

Syndicat départemental d'énergies du Gers, Etablissement public syndical à vocation multiple, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Auch sous le numéro 253200075, sise 6 place de l'ancien foirail BP 60362 32008 AUCH cédex,

Représenté par son Président Monsieur Jean Guy Dupuy, dûment habilité à l'effet des présentes,

(Ci-après dénommé « **SDE32** »)

Terra Energies, Société par actions simplifiée de droit français, au capital de 8 225 900 euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro 820 929 032, dont le siège social est situé 14 rue François de Sourdis 33000 BORDEAUX,

Représentée par Monsieur Mathieu GODDEFROY, Directeur, dûment habilité à l'effet des présentes,

(Ci-après dénommée « **TERRA ENERGIES** »),

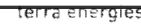


Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022



ID : 040-254002264-20220323-220323H1582H1-DE



L'AREC PRODUCTION, (l'Agence Régionale de l'énergie et du Climat d'Occitanie) société par action simplifiée au capital de 26 271 285 euros, domiciliée 55 avenue Louis Breguet 31028 Toulouse, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro RCS 521 977 926.

Représentée par son président l'AGENCE REGIONALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT OCCITANIE (AREC OCCITANIE) en la personne de Monsieur Stéphane PERE, Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « **L'AREC** »,

Ci-après les « Partenaires »

D'autre part

Individuellement une Partie et Ensemble les Parties ou les Associés

PREAMBULE

Le syndicat mixte ouvert à la carte, Institution Adour (IA), établissement public territorial de bassin (EPTB) originellement constitué par les 4 conseils généraux du bassin de l'Adour (Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques) regroupés au sein du collège « membres fondateurs », est mobilisé pour assurer une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques, et de leurs usages partagés dans le bassin de l'Adour.

Il souhaite aujourd'hui développer des installations de production d'énergies renouvelables sur 22 réservoirs à vocation de soutien d'étiage implantés sur les deux régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie, et sur quatre départements, tout en travaillant sur la qualité des eaux.

Afin d'être accompagnée dans cette démarche, l'EPTB Adour s'est rapprochée des acteurs territoriaux (ci-après Acteurs territoriaux) suivants :

- La SEM Enerlandes ;
- La SEM ENR 64 ;
- La SEM Ha-Py Energies ;
- Le SDE 32 ;
- L'entité régionale AREC Occitanie ;
- L'entité régionale TERRA ENERGIES (Nouvelle-Aquitaine).

SERGIES, qui a pour objet l'aménagement et l'exploitation de moyens de production décentralisée d'énergies renouvelables, a été créée par le Syndicat Intercommunal d'Electricité et d'Equipement du Département de la Vienne devenue Syndicat Energies Vienne, regroupant 241 communes. SERGIES participe au développement de l'énergie photovoltaïque et hydroélectrique, via sa participation au sein de la société HYDROCOP, société spécialisée et dédiée à l'hydroélectricité, y compris à l'échelle nationale.

SERGIES a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt (Ci-après AMI) et l'offre a été retenue à l'issu du processus de mise en concurrence.

SERGIES s'appuiera sur SOREGIES, HYDROCOP, Gascogne Energies Services et Energies Services Lannemezan en tant que ressources pour le développement des Projets et en tant que potentiels investisseurs dans les sociétés de projets locales.

A cet effet, ils ont décidé de formaliser leurs accords dans la présente convention de partenariat (ci-après la « Convention »).

Définitions :

Les 4 syndicats départementaux d'énergie (ou leur SEM) et les 2 entités régionales (AREC et Terra Energies) sont désignés ensemble « **Acteurs territoriaux** » ou individuellement par leur dénomination.

L'EPTB Institution Adour est désignée « **EPTB Adour** » dans la suite du document.

L'EPTB et les Acteurs territoriaux sont désignés ensemble les « **Partenaires** ».

L'EPTB Adour, les Acteurs territoriaux et SERGIES sont désignés individuellement une « **Partie** » ou ensemble les « **Parties** » ou les « **Associés** ».

« **Programme** » désigne l'ensemble des 22 sites et « **Projet** » désigne un site.

Comme décrit par la suite, la société qui sera constituée pour porter le Programme sera désignée « **ENR ADOUR** ».

Programme

Le Programme porte sur le développement, la construction et l'exploitation de plusieurs unités de production d'énergies renouvelables sur plans d'eau situées sur les départements du Gers (32), Landes (40), Pyrénées-Atlantiques (64) et Hautes-Pyrénées (65), détenus par l'EPTB Adour. Une liste détaillée des caractéristiques de chaque site (localisation, surface, etc.) est fournie en annexe.

Contexte

L'objectif est de concourir aux appels d'offres de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) ou si ces appels d'offres ne sont plus accessibles ou non compétitifs financièrement, par la conclusion d'un contrat de vente directe à un ou plusieurs consommateurs (Corporate Power Purchase Agreement) ou tout autre contrat équivalent.

Montage envisagé

Il est envisagé de créer entre les Partenaires et SERGIES une société mère appelée « ENR Adour » sous la forme de société par actions simplifiée (SAS). Dans la suite du document cette société sera désignée « ENR ADOUR ».

Les Partenaires souhaitent privilégier un maximum de financement public dans chacun des Projets.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de préciser les conditions et les modalités de collaboration entre les Parties en vue de développer des projets de production d'énergie à partir de centrales photovoltaïques et hydroélectriques sur le territoire de l'EPTB Adour par :

- La création d'une nouvelle société « ENR ADOUR » (Ci-après la Société ou ENR ADOUR) qui porterait sur le développement, la construction, la mise en service, l'exploitation et la maintenance des projets en cours ou futurs de production d'énergies renouvelables sur le territoire géré par l'EPTB Adour.

2. CREATION COMMUNE DE LA SAS « ENR ADOUR »

Les Parties sont d'accord pour créer, d'ici le 01/12/2022, une société commune de développement de Projets, dénommée « ENR ADOUR », dont 49 % au minimum du capital sera réservé à SERGIES, en tant que lauréat de l'AMI.

La société à créer « ENR ADOUR » sera maître d'ouvrage des Projets photovoltaïques identifiés. La création de cette société en amont du développement est indispensable pour concourir aux appels d'offres nationaux publiés par la Commission de Régulation de l'Energie et obtenir un tarif de vente de l'énergie.

2.1. Répartition du capital social entre Associés et faculté de substitution

Les Parties s'engagent à créer une Société par Actions Simplifiée commune dénommée « ENR ADOUR », dont le capital social serait réparti comme suit entre SERGIES et les Partenaires :

SERGIES 49 %

Les Partenaires..... 51 %, avec la répartition suivante :

- EPTB Adour : 6%
- Enerlandes : 7,5 %
- ENR64 : 7,5%
- Ha-Py Energies : 7,5%
- SDE32 : 7,5%
- L'AREC : 7,5 %
- Terra Energies : 7,5%

Total 100 %

Sous réserve de conserver une participation minimale dans « ENR ADOUR » d'au moins 5 %, les Partenaires auront la faculté de se faire substituer, dans leurs droits et obligations au titre des présentes, par une ou plusieurs collectivités locales ou groupement(s) de collectivités locales, ou toute entité qui s'y substituerai, en ayant au préalable sollicité l'accord de SERGIES. Cet accord devra être obtenu par retour écrit soit automatique à l'issu d'un délai de 15 (quinze) jours.

La collectivité locale substituée reprendra à son propre compte et à son propre nom les engagements, obligations et déclarations des Partenaires au titre de la présente Convention, à l'exception de son article 2, et devra adhérer au Pacte d'Associés décrit dans l'article 3.2 ci-après lequel pourra, le cas échéant être modifié.

SERGIES s'engage à ne pas céder tout ou partie de ses droits pendant toute la durée de la convention et 3 (trois) ans après la mise en service du premier Projet, nonobstant les dispositions de l'article 9.

2.2. Apports des fonds propres ou quasi-fonds propres à « ENR ADOUR » par les Associés

Les Associés sont d'accord pour apporter à « ENR ADOUR » les fonds propres ou quasi-fonds propres nécessaires à la réalisation des Projets, sous réserve de la validation de leurs organes de direction respectifs.

En conséquence, chaque Associé s'engage à apporter à « ENR ADOUR », au prorata de sa participation, les fonds nécessaires en vue de permettre la souscription d'un financement bancaire adapté par rapport au plan d'affaires de chaque Projet.

Par exception, l'EPTB Adour pourra choisir de ne pas apporter de quasi-fonds propres dans « ENR ADOUR » auquel cas les autres Partenaires se substitueront à la participation de l'EPTB Adour, à part égale, pour apporter les fonds nécessaires à la souscription du financement adapté pour chaque Projet. Une clause de non-pari passu sera rédigée dans les pactes d'associés conformément aux attentes des parties.

Ces apports pourront être réalisés, au choix des Associés et conformément à la législation en vigueur, soit par voie de souscription à une augmentation de capital, soit par voie d'apports en comptes courant soit par tout autre mécanisme (apport en nature ou autre).

Les Parties se concerteront et négocieront de bonne foi afin de déterminer les modalités financières, juridiques et fiscales les plus adaptées au financement de la Société par le biais de fonds propres et/ou quasi-fonds propres (apports en capital et en compte courant) et de concours externes, étant précisé que :

- Le financement en quasi-fonds propres (notamment par l'intermédiaire d'avances en compte courant d'associés, rémunérées à 5 %/an ou au taux légal si celui-ci est supérieur à 5 %/an) par chacune des Parties sera proportionnel à sa participation au capital de la Société ;
- Les Parties rechercheront des conditions de financement conformes aux pratiques de marché, en plafonnant les éventuels engagements que les Parties auraient à prendre à cet effet à leur pourcentage de détention du capital.

Toute souscription d'actions nouvelles dans le cadre d'une augmentation de capital, si elle se réalise, sera consentie et acceptée au visa d'une documentation juridique à établir moyennant les charges et conditions d'usage en pareille matière.

Les Partenaires visent un TRI actionnaires de 8 % sur 30 ans, par Projet ou par grappe de Projets en fonction de la stratégie d'investissement. Le Projet ou la grappe de Projets, au moment de l'investissement devra justifier d'un TRI actionnaire supérieur à 5 % sur 25 ans. Si cette condition n'est pas vérifiée, SERGIES et les Partenaires se réuniront pour étudier les modalités d'investissement (tel qu'un TRI sur 30 ans, parts de fond propres) et définir les suites à donner.

2.3.Caractéristiques essentielles de « ENR ADOUR »

Les Partenaires ont défini les caractéristiques de la société dans le cahier des charges de l'AMI, repris en annexe 1. Les modifications actées sont les suivantes :

L'objet de « ENR ADOUR » concernera toutes activités de conception, de développement, d'installation, de construction, d'exploitation et d'entretien, et de vente d'électricité directement ou indirectement, de moyens de production décentralisés d'énergie renouvelables, ainsi que la vente de l'énergie produite, et tous types d'activités se rattachant directement ou indirectement à cet objet.

« ENR ADOUR » créera des sociétés de projets filles, dites « Société de Projet », dédiées localement, pour porter les activités de construction, d'exploitation et d'entretien. Ces « Société de Projets » seront détenues à 51 % minimum par « ENR ADOUR » et à 49 % maximum par des investissements participatifs : entreprises locales, collectivités et des citoyens.

« ENR ADOUR » exercera son activité uniquement sur le territoire des Partenaires.

Le siège social de « ENR ADOUR » sera fixé à Mont-de-Marsan (40000) 38, rue Victor Hugo. L'adresse postale de « ENR ADOUR » sera fixée à Poitiers (86000) 78, avenue Jacques Cœur.

Le capital social sera fixé à la somme de CINQUANTE MILLE EUROS (50.000€) divisé en CINQ MILLE (5000) actions de 10 € de valeur nominale, toutes de même catégorie et réparties entre les associés dans les proportions ci-dessus indiquées au 2.1.

« ENR ADOUR » sera administrée par :

- un Président choisi dans le collège des partenaires publics pour une durée de 5 (cinq) ans
- une Assemblée Générale des associés délibérant aux conditions de majorités prévues par les textes en vigueur ou selon celles déterminées par accord des Parties ;
- et un Comité Stratégique composé, outre le Président membre de droit, d'un représentant de chacun des Associés détenant à minima 5 % du capital social de la société.

Le Comité Stratégique se réunira, par tous moyens, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exigera et au moins trois fois par an jusqu'à la mise en service du dernier Projet puis deux fois par an.

L'EPTB Adour aura un droit de veto sur les décisions du Comité Stratégique ou Assemblée Générale impactant l'activité ou l'image de l'EPTB Adour. Les Parties s'engagent à conclure un Pacte d'Associés au sein duquel seront intégrés les engagements pris dans les articles 2, 3, 4, 6, 7 et 8 de la présente Convention.

2.4.Date de constitution

« ENR ADOUR » devra être immatriculée au registre du commerce et des sociétés du Tribunal de Commerce de Mont-Marsan au plus tard le 1^{er} décembre 2022 (ci-après la « Date de Constitution »).

Cette date est impérative pour permettre à SERGIES de déposer sous le nom de la SAS « ENR ADOUR » les projets à l'appel d'offres portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire « centrales au sol » lancé par le Ministère de l'Ecologie, de l'Environnement et de l'Energie, auprès de la CRE.

La création de la société « ENR ADOUR » incombera à SERGIES qui fera appel à un conseil juridique externe pour le compte des Parties. Les frais relatifs à la constitution de ladite société seront à la charge d'ENR ADOUR. Lors de la constitution de la société « ENR ADOUR », les Parties signeront les statuts ainsi qu'un pacte d'associés afin de régir les conditions et modalités de leur relation au sein de « ENR ADOUR ».

Toute autorisation administrative détenue par une Partie dans le cadre du Programme devra être transféré à titre gratuit à « ENR ADOUR » à compter de sa création.

3. GESTION DES PROJETS AU SEIN DE « ENR ADOUR »

3.1. Convention de Développement d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

3.1.1. Etendue des missions de SERGIES

SERGIES s'engage à porter, à ses frais et à ses risques, ses coûts de développement internes et les coûts externes de chaque Projet jusqu'au dépôt à l'Appel d'Offre CRE :

- Financement d'un emploi local pour le développement,
- Etudes de faisabilité et optimisation de la conception tout au long du développement du Projet,
- Présentation des dossiers aux administrations et aux collectivités pendant le développement,
- Animation et concertation, sauf frais de participation des associés
- Suivi des Etudes d'impact,
- Réalisation des dossiers de permis de Construire et autres dossiers administratifs nécessaires le cas échéant (modification PLU, PPRN, autorisations liées à la gestion des plans d'eau etc.),
- Suivi de l'instruction des dossiers auprès des services de l'Etat,
- Etudes techniques complémentaires permettant, le cas échéant, d'affiner la conception du Projet avant le dépôt à l'AO CRE,
- Dossier de réponse à l'AO CRE ou contractualisation de la vente de l'énergie au prix de marché.

Développement

SERGIES s'engage à porter, à ses frais et à ses risques, les coûts de développement internes et externes jusqu'à la signature des contrats nécessaires à la construction des Projets (ci-après Frais de Développement Internes):

- Consultation des entreprises travaux et leur sélection, sous le contrôle du Comité Stratégique, en respectant le Code de la Commande Publique ;
- Demande et négociation des conventions de raccordement ;
- Consultation des partenaires bancaires pour la recherche de financement ;
- Gestion du processus de signature des baux définitifs et/ou apports en nature.

SERGIES **prévoit le recrutement d'un chargé de développement** localisé à proximité de Mont de Marsan, permettant de récolter les informations, animer la relation locale, préparant les dossiers avec les parties prenantes. Le nombre de Projets et l'ampleur de l'investissement justifient cet emploi dédié et local.

Construction

SERGIES s'appuiera en phase travaux sur une maîtrise d'œuvre pour garantir la conception électrique et mécanique des Projets, puis pour assurer un suivi de chaque chantier.

Tous les contrats travaux seront portés par les Sociétés de Projet dédiées, les règlements seront donc assurés directement au travers du capital souscrit, des avances en Compte Courant d'Associé, et par la dette bancaire ou tous moyens selon accord des partenaires.

Au moment de l'ouverture de chantier du Projet, seront facturés aux Sociétés de Projets :

(i) Par SERGIES

- Pour le Projet PV : facturation de ses frais internes de développement et de suivi pour un montant forfaitaire de 23 k€/MWc, en maintenant un minimum de 50 000 € par projet ;
- Pour le Projet Hydro : facturation de ses frais internes de développement pour un montant forfaitaire de 25 k€ par projet + 8 % du montant des travaux par Projet pour financer la phase chantier ;
- Plus refacturation des frais externes de développement (étude d'impacts, étude de sol, pré-étude de raccordement, permis de construire, etc.) sur présentation de factures acquittées ;

(ii) Par les autres actionnaires d'« ENR ADOUR »

- Leur éventuelle prestation de développement (tels que concertation, relations services de l'Etat, relations associations / riverains) sur présentation de justificatifs.

En cas de décision d'arrêt d'un Projet acté en Comité, aucune facturation ne sera effectuée concernant ce Projet.

3.1.2. Engagement particulier d'information

Chaque étape du développement d'un Projet devra être au préalable validée par les Partenaires dans le cadre du Comité Stratégique.

SERGIES s'engage à fournir aux Partenaires l'ensemble des études environnementales, paysagères réalisées dans le cadre des projets et autres documents et informations permettant l'analyse et le suivi rigoureux du développement de chaque Projet.

Plus spécifiquement, SERGIES s'engage à fournir un état financier du Projet permettant aux Partenaires de suivre l'évolution des Coûts de Développement dont elle assumera, en partie la charge selon les modalités financières stipulées ci-dessus énoncées au 3.1.1.

3.1.3. Engagement économique

SERGIES et/ou la Société s'engage, dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la commande publique, à mettre en œuvre les moyens nécessaires permettant de faciliter l'accès des entreprises locales à leurs marchés, notamment par :

- Une définition claire des besoins,
- Une pratique renforcée du sourçage, en allotissant leurs marchés de telle sorte que les PME puissent y accéder,
- Le recours à des mesures de publicité permettant de toucher les opérateurs économiques susceptibles d'être intéressés.

De même, au stade de l'attribution des marchés, SERGIES et/ou la Société s'engage à se fonder sur des critères tels que le développement des approvisionnements directs ou les performances en matière de protection de l'environnement en appréciant, par exemple, la qualité des offres au regard de l'effort de réduction de gaz à effet de serre notamment pour le transport des fournitures ou les déplacements des personnels.

La rapidité d'intervention d'un prestataire sera également un critère de choix autorisé, pour autant qu'il reste justifié au regard du marché public.



Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022



ID : 040-254002264-20220323-220323H1582H1-DE



terra energies



3.2.Engagements des Partenaires

3.2.1. Accompagnement du Projet

Pendant toute la durée de la Convention, SERGIES et les Partenaires s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour soutenir le Projet dans toutes leurs relations et ce afin de faciliter l'acceptation des Projets (préparation des réunions et participation aux réunions, accompagnement auprès des administrations, etc.).

Par ailleurs, SERGIES et les Partenaires devront se communiquer toutes les informations qui leur sont nécessaires concernant les sites exploités dans le cadre du Programme.

3.2.2. Mise en avant du Partenariat

Pendant toute la durée de la phase de développement du Projet, SERGIES pourra utiliser le logo des Partenaires sur l'ensemble des documents relatifs au Projet, après accord des Partenaires qui s'engagent à répondre à la demande dans les 15 jours de la réception de la demande par SERGIES de cette utilisation.

Une absence de réponse dans le délai imparti vaudra validation de l'utilisation du logo.

3.3.Financement participatif

Les Parties sont d'accord pour étudier, pour chaque Projet, les opportunités de financement participatif ou de financement citoyen.

Dans l'hypothèse où les Parties auraient recours au financement participatif ou citoyen, il sera fait appel à une plateforme spécialisée disposant des agréments nécessaires.

Les modalités seront validées par le Comité Stratégique.

4. OBLIGATIONS COMMUNES

4.1.Exclusivité

Les Parties coopéreront de façon exclusive pour la réalisation des Projets, pendant toute la durée de la présente Convention et dans la limite de son objet.

Tout autre Projet propriété de l'EPTB Adour identifié par une des Parties, postérieurement à la signature de la Convention, sera présenté au Comité Stratégique pour être porté dans « ENR ADOUR » ou s'il y a lieu par une Société de Projet. Si les Parties ne souhaitent pas développer ce Projet, la présente clause d'exclusivité ne s'appliquera pas à ce Projet.

4.2.Confidentialité

Les Parties conviennent de conserver un caractère confidentiel à la Convention ainsi qu'à tout document qui pourrait en être la suite ou l'application, à moins qu'il n'entre dans la nature dudit document d'être publié ou transmis notamment pour les besoins de son adoption préalable par les instances délibérantes des Parties. En conséquence, toute Partie qui ferait perdre à tout ou partie de la Convention ou à un document accessoire sa

confidentialité, soit directement, soit en obligeant l'autre à les révéler à cause de l'inexécution de ses propres obligations, s'oblige à supporter tous frais qui en résulteraient et à indemniser les autres Parties du préjudice légitime qu'elle subirait de ce chef.

4.3.Moyens mis à disposition

A l'exclusion des Frais de Développement Internes mentionnés au 3.1, chaque Partie fait son affaire de ses frais internes et plus largement des moyens techniques ou humains engagés en propre pour l'exécution de la présente Convention.

4.4.Communication

Les Parties pourront valoriser leur partenariat par toute action de communication, dans la limite de la confidentialité défini au 4.2. A cet effet, des supports de communication seront créés par les Parties demandeuses, qui devront préalablement être validés par le Comité Stratégique.

5. DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties et expire une fois réalisés le dernier des événements ci-dessous :

- Création de la SAS « ENR ADOUR » par la signature des statuts par les Parties ;
- Signature d'un Pacte d'Associés entre les Parties pour la SAS « ENR ADOUR », comprenant notamment les engagements visés aux articles 2, 3, 4, 6, 7 et 8 de la Convention.
- Signature d'une convention d'avance en compte-courant d'associés entre la SAS ENR ADOUR et l'ensemble de ses actionnaires

A défaut de réalisation des événements précités, la Convention expirera au terme d'un délai de six (6) ans à compter de son entrée en vigueur.

Préalablement au terme de la Convention, les Parties se réuniront pour statuer sur la réalisation ou non des conditions préalables requises, ou sur la reconduction de la Convention par avenant pour une durée à déterminer entre les Parties.

6. VALORISATION DE LA MISE A DISPOSITION DES TERRAINS POUR L'EPTB ADOUR

Les Parties sont d'accord pour que, une fois le premier Projet mis en service, « ENR ADOUR » conclue les contrats suivants :

« ENR ADOUR », pour l'occupation des sites s'acquittera annuellement d'une redevance d'occupation définie de la façon suivante :

Scénario cible (136 MWc PV + 400 kW hydro)	Scénario optimal (260 MWc PV + 443 kW hydro)
Loyer de 3 000 €/ha* PV + 3 250 € / Projet hydro = 338 000 € / an PV + 13 000 € / an pour l'hydro	Loyers scénario bas + loyer de 6 000 €/ha* PV supplémentaire = 953 000 € / an PV + 19 500 € / an pour l'hydro
Soit un montant de 351 000 € / an	Soit un montant de 972 500 € / an

**la surface considérée correspond à la surface couverte par l'installation photovoltaïque flottante*

Cette redevance pourra être convertie en fonds propres de la Société comme suit :

	Apport en nature	Bail emphytéotique
Schéma 1	0	Loyers PV et hydro à 100 %
Schéma 2	15 % des fonds propres de ENR Adour	0
Schéma 3	7,5 % des fonds propres de ENR Adour	Loyers PV et hydro à 50 %

7. PRESTATIONS FOURNIES PAR LES PARTIES AU MOMENT DE LA MISE EN SERVICE DU PREMIER PROJET

Les coûts de gestion et d'exploitation seront facturés aux Sociétés de Projets :

- SERGIES assurera la gestion administrative, juridique, comptable et financière pour un montant de 0,8 % du CA de chaque Société de Projet, avec un minimum de 10 000 € par Société de Projets et 10 000 € pour la ENR ADOUR,
- SERGIES et HYDROCOP assureront la supervision et l'exploitation des centrales (relation avec les équipes de maintenance, rôle de chargé d'exploitation, relation avec les gestionnaires de réseau, gestion de la facturation de l'énergie et l'agrégateur marché, etc.) pour un montant annuel :
 - o 3 % du Chiffre d'affaires photovoltaïque ;
 - o 8% du Chiffre d'affaires hydroélectrique.
- Maintenance^{1^{er}} et 2^{ème} niveau, préventive et curative : facturation directe par des prestataires identifiés dans le cadre d'un contrat de maintenance annuel,
- SERGIES et les Partenaires assureront les actions de communication autour du Programme et la relation locale. L'EPTB Adour pourra apporter son soutien dans cette démarche.

Le plan d'actions de communication à construire et à mener par les Parties sera voté en Comité Stratégique (réunion publique, article de presse). La réalisation des actions sera ensuite à la charge de chaque Partie.

Les cahiers des charges types de consultations pour la construction et l'exploitation des Projets seront soumis aux Partenaires qui devront émettre leurs commentaires sous un délai d'un mois. Le processus de consultation dans le cadre des marchés publics sera piloté par SERGIES qui aura au préalable transmis le rapport d'attribution une semaine avant la commission d'attribution. Un représentant des Partenaires participera à la Commission d'Attribution des marchés.

8. GESTION DE L'ÉNERGIE

L'activité de « ENR ADOUR » consistant à développer des moyens de production d'énergies décentralisée, elle a vocation à devenir productrice d'électricité.

L'énergie produite sera vendue par « ENR ADOUR » :

- soit (i) à SOREGIES dans le cas de l'application des obligations d'achat, si SOREGIES souhaite exercer ce droit

- soit (ii) au mieux offrant dans le cas où les obligations d'achat ne s'appliqueraient pas ou seraient moins rémunératrices qu'une valorisation auprès d'un autre acteur énergétique (complément de rémunération, sorties d'obligation d'achat, projets sans soutien public notamment)

Dans ce dernier cas, les Parties conviennent que SOREGIES (ou l'une de ses filiales et ALTERNA notamment) aura qualité pour se rendre par priorité acquéreur de l'énergie produite.

Les Parties pourront valoriser et communiquer sur l'origine de l'énergie produite par le Projet.

Pour la mise en œuvre de ce droit de priorité, « ENR ADOUR » devra notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à SOREGIES :

- Sans délai, sa décision de consultation du marché en vue de la commercialisation de l'énergie produite par elle,
- Dans un délai de quinze (15) jours après réception des offres des différents acteurs énergétiques du marché, le prix et les modalités de paiement ainsi qu'une copie certifiée conforme de l'offre du mieux disant.

A compter de la réception par SOREGIES de la notification du prix, des modalités de paiement et d'une copie certifiée conforme de l'offre du mieux disant, SOREGIES bénéficiera d'un délai de trente (30) jours pour notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à « ENR ADOUR » la levée de l'option d'achat à charges et conditions égales ou meilleures que celles offertes par le mieux disant.

A l'expiration de ce délai, si la décision de revendiquer l'exercice de l'option prioritaire d'achat n'a pas été notifiée, SOREGIES en sera déchue.

9. CESSION

Aucune Partie ne peut transférer ou céder tout ou partie de ses droits et/ou obligations résultant de la Convention, sans le consentement préalable et écrit des autres Parties, sauf cession résultant d'une opération de restructuration, notamment par voie d'apport partiel d'actifs, fusion, absorption, scission, changement de contrôle, sous réserve de ne pas diminuer les capacités de la société concernée dans des proportions incompatibles avec les engagements souscrits dans la Convention.

Toutefois, il est déjà convenu entre les Parties, que ces dernières pourront céder les droits et obligations résultants de la présente Convention à des sociétés filiales, sœurs ou mères, étrangères au présent accord.

Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties qu'une clause de droit de sortie sera rédigée dans le pacte d'associés

10. RESILIATION

En cas de manquement de l'une des Parties à l'une des obligations essentielles mises à sa charge par la Convention, les autres Parties pourront lui adresser une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, d'y remédier sous 15 (quinze) jours.

S'il n'est pas remédié à ce manquement dans le délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la mise en demeure, la Convention sera résiliable de plein droit par l'autre Partie.

La résiliation prendra effet le jour de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception la notifiant à la Partie défaillante.

Les conséquences dommageables du manquement donneront lieu à une réparation intégrale au profit de la Partie lésée, sur simple présentation par cette dernière des coûts indûment supportés. Cette réparation intégrale produira des intérêts au taux légal plus 1 % à compter de la prise d'effet de la résiliation.

11. FORCE MAJEURE

Chaque Partie a le droit de suspendre l'exécution de ses obligations contractuelles dans la mesure où l'exécution est gênée ou est rendue déraisonnablement lourde par l'une des circonstances suivantes nécessairement extérieures, imprévisibles et irrésistibles : toute circonstance hors le contrôle des parties comme par exemple incendie, guerre (déclarée ou pas), mobilisation militaire extensive, insurrection, réquisition, saisie, embargo, restriction dans l'utilisation d'énergie et retards de livraison par des sous-traitants ou fournisseurs causés par toute circonstance correspondant à cet article.

Une circonstance correspondant à cet article doit seulement donner le droit de suspendre l'exécution de la Convention.

La Partie qui annonce être touchée par un cas de force majeure doit notifier aux autres Parties, sous 48 heures, la survenance de l'événement ainsi que sa cessation, par tous moyens disponibles : courrier normal, courrier électronique, télégramme, téléphone, déplacement, et le confirmer par lettre recommandée avec avis de réception.

Chaque Partie aura la faculté de résilier la convention par notification écrite à l'autre partie si l'exécution de la convention est suspendue pendant plus de trois mois en raison d'un événement de force majeure, le point de départ étant constitué par la date de réception de la lettre recommandée.

12. DISPOSITIONS DIVERSES

12.1. Divisibilité

Pour le cas où une clause ou certaines clauses de la présente Convention seraient jugées illicites ou non susceptibles d'application, la partie inapplicable de la Convention sera remplacée par une stipulation qui, dans la mesure du possible, réparera cette irrégularité en tenant compte de l'équilibre économique voulu par les Parties, la validité de la Convention étant assurée pour le reste. Les Parties s'engagent à négocier de bonne foi cette clause de remplacement.

Aussi la nullité de l'un des articles ne saurait-elle porter atteinte aux autres articles, ni affecter la validité même de la Convention ou ses effets juridiques.

12.2. Intégralité et non-renonciation

La Convention constitue l'expression du plein et entier accord des Parties. Ses dispositions annulent et remplacent toute disposition contenue dans un document relatif à l'objet de la Convention qui aurait pu être établi antérieurement à l'entrée en vigueur de la Convention.

Si l'une des dispositions de la Convention s'avérait contraire à une loi ou une réglementation applicable, et à l'exception de celles relatives à la détermination du prix, cette disposition serait réputée écartée, sans que cela affecte la validité des autres dispositions de la présente Convention.

Le fait pour une Partie de ne pas se prévaloir à un moment donné de l'une des clauses des présentes ne peut valoir renonciation à se prévaloir ultérieurement de ces mêmes clauses, ni renonciation à un autre droit résultant des présentes ou d'une autre violation par l'autre Partie, quand bien même elle serait de nature similaire.

12.3. Frais

Chacune des Parties supportera les frais exposés par elle dans le cadre de la discussion de la présente Convention.

Les frais supportés dans le cadre de l'exécution de la Convention, et notamment les frais juridiques liés aux opérations sur « ENR ADOUR » seront partagés entre les Parties, au prorata de la participation de chacun au capital desdites sociétés.

12.4. Notifications contractuelles

Les notifications exigées en vertu de la présente Convention seront réputées envoyées si elles sont adressées par lettre recommandée avec accusé de réception, et confirmées par courriel simultanément, à l'autre partie à son adresse figurant en tête des présentes. Chacune des Parties pourra modifier son adresse pour les notifications en informant l'autre Partie par écrit selon le mode prévu ci-dessus.



Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022



ID : 040-254002264-20220323-220323H1582H1-DE



12.5. Droit applicable et résolution des litiges

La présente Convention est régie par le droit français.

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, les Parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai de deux mois à compter de la survenance dudit litige.

A défaut d'accord amiable, tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera porté devant la juridiction compétente du ressort du siège social du défendeur.

La présente convention comporte 17 pages + 1 annexe décrivant les principaux termes et conditions du pacte d'associé de la SAS PROJET (repris de l'AMI IA ENR)

Fait en dix exemplaires originaux le à

Pour SERGIES

Pour les **Partenaires**

Annexe 1

AMI IA ENR
Modèle type fourni à titre d'exemple

PRINCIPAUX TERMES ET CONDITIONS DU PACTE D'ASSOCIES DE LA SAS PROJET

PRESENTATION SYNTHETIQUE DE LA SOCIETE	
Future société	- Bassins solaires de l'Adour -, société par actions simplifiée au capital de [xxx] euros, dont le siège social est situé, immatriculée au RCS de sous le numéro
Associés et détention capitalistique	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'Institution Adour, pour une part globale de XX% à XX% de la société et/ou pouvant inclure l'apport des terrains en nature ; 2. La société d'économie mixte Enerlandes pour les projets sur le département des Landes, les SEM des SDE 64 et 65 et le SDE 32 pour les projets situés respectivement sur les départements du 64, 65 et 32, pour une part de XX% à XX% ; 3. Eventuellement les communes ou les communautés de communes sur lesquelles les projets seront situés ; 4. Les fonds régionaux d'investissement Terra Energies en Nouvelle Aquitaine et l'AREC en Occitanie ; <p>Les Parties de 1 à 4 détiendront ensemble à minima 51% du capital de la société.</p> <ol style="list-style-type: none"> 5. la Société sélectionnée dans le cadre du présent AMI pour les parts restantes, soit 49 % maximum.
Projet	Le projet porte sur le développement, la construction et l'exploitation de plusieurs centrales solaires photovoltaïques et/ou hydroélectrique sur plans d'eau situées sur les départements du 32, 40, 64 et 65, pour une production d'électricité renouvelable et une injection en totalité sur le réseau électrique local.
PARTIES AU PACTE	
Signataires	L'ensemble des futurs associés
GOUVERNANCE DE LA SAS	
Direction de la Société	<p>Un Président, choisit dans le collège des partenaires publics pour une durée de [5] ans. Le mandat est renouvelable dans les mêmes conditions que lors de sa nomination.</p> <p>Les Parties sont convenues d'opter pour une présidence avec un Comité stratégique. Le Président présidera les séances du Comité stratégique.</p>
Nomination	Par l'assemblée générale
Rémunération	La fonction de Président ne sera pas rémunérée
Pouvoirs	Tels que définis par la Loi
Révocation	Par l'assemblée générale [extraordinaire] pour juste motif

AMI IA ENR
Modèle type fourni à titre d'exemple

Droit d'information et de communication	<ul style="list-style-type: none"> - Reporting dont le modèle (principaux indicateurs financiers et de l'activité) sera arrêté d'un commun accord entre les Parties ; La Société transmettra aux parties : <ul style="list-style-type: none"> o sous 30 jours suivant la fin de chaque trimestre : le tableau de production mensuelle mis à jour. o dans les 90 jours suivant la clôture des comptes, les comptes sociaux certifiés par le Commissaire aux comptes de la Société, un comparatif avec l'exercice fiscal précédent et une note commentant les écarts avec le budget annuel et l'exercice fiscal précédent. o dans les 30 jours précédents la clôture de l'exercice social, le budget prévisionnel annuel de l'exercice suivant et le business plan actualisé à 3 ans. - Toute information relative à tout événement ayant ou pouvant avoir une influence sur la situation financière, commerciale, ou juridique de la Société (y compris tout litige ou réclamation ou menace pouvant constituer des événements significativement défavorables), sans délai à compter de la survenance de cet événement.
Droit d'audit des Parties	Droit d'audit annuel aux frais de la partie qui le diligente
ASSEMBLEES GENERALES	
Décisions dépendant de l'assemblée générale des associés	<p>A la majorité qualifiée des associés présents ou représentés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désignation renouvellement et révocation du Président - Nomination et révocation des membres du comité stratégique - Tout projet d'émission de titres donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société ; - Toute décision relative à une fusion, une scission, une acquisition, une dissolution ou la cession d'actifs hors activité courante de la Société ; - Toute proposition de modification des statuts de la Société ; - Approbation des comptes annuels et affectation des résultats - Nomination des commissaires aux comptes - Distribution des dividendes de réserves ou de primes - Les décisions d'investissement et/ou de conclusion d'un emprunt bancaire hors budget au-delà de vingt-mille (20 000) euros ; - Tout projet de garantie ou de sûreté portant sur des actifs immobilisés de la Société, en dehors des sûretés consenties sur un élément d'actif dans le cadre du financement de son acquisition ; - Toute décision relative au recrutement d'un salarié dans le cadre d'une création de poste ; - Toute décision relative aux modifications de la rémunération du personnel de plus de 5% par an ; - La mise en place de tous plans d'intéressement et/ou plans d'options de la Société destinés aux salariés ou aux mandataires sociaux ; - La conclusion de conventions réglementées.

AMI IA ENR
Modèle type fourni à titre d'exemple

COMITE STRATEGIQUE	
Composition	<p>Le Comité stratégique sera composé par un membre de chaque partie détenant à minima 5% du capital social de la société.</p> <p>Un membre disposera d'une voix.</p> <p>Les membres du Comité stratégique pourront se faire représenter par un tiers (y compris un autre membre du Comité stratégique).</p> <p>Membres désignés pour une durée de 3 ans.</p> <p>Tout membre du Comité stratégique (à l'exception du Président si celui-ci est membre du Comité stratégique) est désigné par l'associé qu'il représente.</p> <p>Le comité stratégique ne sera pas rémunéré.</p>
Pouvoirs	<p>Certaines décisions nécessiteront l'accord préalable du Comité Stratégique à la majorité qualifiée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Validation et actualisation du plan d'affaires et du budget annuel ; - Arrêté des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés et approbation du rapport de gestion préparé par le Président ; - Création, transformation, acquisition, cession ou liquidation de succursales, filiales, bureaux ou autres établissements distincts (en ce compris tout prêt, apport en fiducie, démembrement des actions, droits de vote ou titres de filiales) ; - Toute décision de prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société ; - Toute conclusion, modification ou résiliation de contrats concernant le développement, la réalisation, l'exploitation et le financement du Projet ; - Conclusion et octroi de tout prêt, avance, caution, aval ou garantie consenti par la Société et conclusion par la Société de tout emprunt ou contrat de financement ainsi que la modification de leurs termes et conditions ; - Toute décision de la Société ou de l'une de ses filiales susceptibles de conduire à un cas de défaut au titre des financements ; - Tout appel de fonds en compte courant d'associé ; - Toute décision par la Société ou l'une de ses filiales de recrutement, de licenciement ou de modification du contrat de travail d'un salarié ; - Toute décision représentant un investissement, engagement, coût, responsabilité, même potentielle (en ce compris toute décision concernant un éventuel litige), cession ou désinvestissement de la Société d'un montant supérieur à [20.000] euros à l'exception des cas où cet investissement, engagement, coût, responsabilité, cession ou désinvestissement serait prévu dans le budget voté et approuvé dans les conditions prévues dans le Pacte ; et - Toute conclusion, modification et/ou résiliation par la Société ou l'une de ses filiales d'une convention conclue, directement ou indirectement, avec un Affilié, un actionnaire, un membre du Comité stratégique, un administrateur, un mandataire social et/ou tout autre dirigeant de la Société ou de l'une de ses filiales (en ce compris toute convention réglementée visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce). <p>S'agissant de décisions concernant un contrat conclu entre la Société et un associé (en ce compris l'un de ses Affiliés), le (ou les) représentant(s) de l'associé directement ou indirectement concerné ne prendra(/ont) pas part au vote de la décision concernée.</p>

AMI IA ENR
Modèle type fourni à titre d'exemple

Réunions du Comité Stratégique	Le Comité stratégique se réunira au moins 3 fois dans l'année jusqu'à la date de mise en service du Projet et au moins 2 fois dans l'année après cette date. Il est convoqué par le Président ou au moins un de ses membres.
Quorum	Aucune décision sur première convocation si les [3/4] au moins de ses membres n'y sont pas présents ou représentés, étant précisé que, sauf situation d'urgence, une nouvelle réunion ne pourra être convoquée avant un délai de 15 jours.
FINANCEMENT	
Comptes-courant d'associés (blocage, rémunération...)	<p>Pour discussion :</p> <p>Les Parties se concerteront et négocieront de bonne foi afin de déterminer les modalités financières, juridiques et fiscales les plus adaptées au financement de la Société par le biais de fonds propres et/ou quasi-fonds propres (apports en capital et en compte courant) et de concours externes, étant précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le financement en quasi-fonds propres (notamment par l'intermédiaire d'avances en compte courant d'associés, rémunérées à 5%/an ou au taux légal si celui-ci est supérieur à 5%/an) par chacune des Parties sera proportionnel à sa participation au capital de la Société ; - les Parties rechercheront des conditions de financement conformes aux pratiques de marché, en plafonnant les éventuels engagements que les Parties auraient à prendre à cet effet à leur pourcentage de détention du capital. <p>Les principales caractéristiques du financement figureront dans le Pacte.</p>

AMI IA ENR
Modèle type fourni à titre d'exemple

TRANSFERTS DES ACTIONS DE LA SAS	
Inaliénabilité	Inaliénabilité des actions détenues par les parties pour une période de [3] ans à partir de la date de mise en service des centrales.
Préemption sur les Actions	Droit de préemption réciproque en cas de cession de titres à des tiers (sauf cas de cessions libres) ; les Associés du « collège territorial » bénéficient d'un droit de préemption de premier rang.
Clause d'agrément	Les titres de la société ne peuvent être cédés, y compris entre associés, qu'avec l'agrément préalable donné par décision collective des associés prise à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote sachant que les actions du cédant ne sont pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.
Liberté de cession aux affiliés/Transferts libres (i.e. hors du champ du droit de préemption et des droits de sortie) :	<p>Tout Associé pourra librement transférer tout ou partie des Titres qu'il détient à un ou plusieurs Affiliés.</p> <p>Chaque Associé se porte fort de ce que chacun de ses Affiliés Cessionnaires respectera les stipulations des Statuts et du pacte d'actionnaires.</p> <p>L'affilié désigne, pour chaque Associé concerné, toute personne physique ou morale qui, directement ou indirectement, Contrôle l'Associé concerné, ou est Contrôlée par l'Associé concerné, ou est Contrôlée par toute personne Contrôlant l'Associé concerné, ainsi que tout fonds commun de placement dont l'Associé concerné ou tout Affilié de l'Associé concerné est la société de gestion, ou tout fonds d'investissement dont l'Associé concerné ou tout Affilié de l'Associé concerné est le gestionnaire.</p>
Droit de sortie conjointe	<p>En cas de projet de Cession de Titres par l'un ou plusieurs des Associés amenant un ou plusieurs Tiers à acquérir le contrôle conjoint de la Société de projet ou de changement de contrôle de l'un des Associés, l'autre Associé (le « Bénéficiaire du Droit de Sortie »), à défaut d'exercice du droit de préemption sur la totalité (et non moins de la totalité) des Titres, disposera du droit d'exiger que la totalité (et non moins de la totalité) de ses Titres soit acquis de façon concomitante et conjointe aux mêmes conditions que celles qui lui ont été proposées par le cessionnaire hormis les engagements de garantie (autre que portant sur la propriété des titres et l'absence de sûretés) (le « Droit de Sortie Conjointe ») et sauf contestation du prix, auquel cas, conformément à l'article 1843-4 du Code civil, un tiers expert sera désigné pour valoriser les Titres.</p> <p>La procédure s'effectue, le cas échéant, en parallèle de celle du droit de préemption.</p>
Droit de suite	N/A
Obligation de cession ou d'acquisition	<p>En cas de Défaillance Grave d'un Associé les autres Associés pourront, ensemble ou séparément et à leur libre choix :</p> <p>(i) exiger que l'Associé Défaillant acquière tous les Titres qu'ils détiennent à un prix correspondant à 120% de la Valeur de Marché, l'Associé Défaillant promettant irrévocablement d'acquiescer tous les Titres des Associés Non Défaillants sans que les Associés Non Défaillants prennent l'engagement de les vendre ou</p> <p>(ii) exiger que l'Associé Défaillant et ses Affiliés leur vendent tous les Titres qu'ils détiennent à un prix correspondant à 80% de la Valeur de Marché, l'Associé Défaillant promettant irrévocablement de vendre (et se porte fort que ses Affiliés</p>

AMI IA ENR

Modèle type fourni à titre d'exemple

	<p>vendront) tous ses Titres et ceux de ses Affiliés aux Associés Non Défaillants sans que les Associés Non Défaillants prennent l'engagement de les acheter.</p> <p>Pour les besoins de la présente clause, le terme « Défaillance Grave » désigne (i) la violation par un Associé ou l'un de ses Affiliés de stipulations significatives des Statuts et/ou du présent Pacte, notamment celles ayant trait à la gouvernance et aux Transferts de Titres, ou (ii) la résiliation par la société sélectionnée ou l'un de ses Affiliés de l'un des Contrats de Projet sans l'accord préalable du Comité Stratégique, ou (iii) l'inexécution, ayant un effet significativement défavorable pour les Associés Non défaillants, par la société sélectionnée ou l'un de ses Affiliés de ses obligations au titre d'un des Contrats du Projet, ou la faute grave ou renouvelée, ayant un effet significativement défavorable pour les Associés Non défaillants, par la société sélectionnée ou l'un de ses Affiliés dans l'exécution d'un tel contrat.</p> <p>L'Associé Défaillant devra connaître les motifs invoqués par les Associés Non Défaillants permettant l'application du présent Article et avoir été mis en demeure de cesser la violation qui lui est reprochée de façon à pouvoir, le cas échéant, y remédier ou apporter une compensation équivalente aux Associés Non Défaillants, et, en tout état de cause, faire valoir sa position. Sous réserve qu'une telle réparation soit possible, l'Associé Défaillant sera tenu d'en réparer les conséquences dans le délai de soixante (60) jours calendaires et selon des modalités compatibles avec la préservation des intérêts de la Société et des autres Associés affectés par cette violation avérée.</p>
Engagements des Parties en cas de transfert	<p>Dans l'hypothèse où les contrats de financement externes comporteraient une clause de résiliation anticipée en cas de changement de contrôle ou de modification de l'actionnariat de la Société, le cedant devra faire son affaire de l'accord de l'établissement de crédit concerné sur le transfert envisagé, de telle sorte que le transfert n'ait pas pour conséquence d'entraîner la résiliation anticipée dudit contrat de financement, l'exigibilité des sommes prêtées ou une modification défavorable des conditions de financement.</p>
DIVERS	
Anti-dilution	<p>Chacune des Parties fera en sorte qu'à l'occasion de l'émission des titres nouveaux, les associés disposent d'un droit préférentiel de souscription, permettant de souscrire un nombre de titres nouveaux proportionnel à leur participation dans la Société.</p>
Politique de dividendes	<p>Les Parties conviennent et s'engagent à maximiser la distribution de dividendes dans le respect des conditions et limites qui seront le cas échéant fixées dans la documentation de financement et des contraintes liées à l'autofinancement de la Société.</p>
Engagement de non-concurrence	<p>Les parties s'engagent à ne collaborer qu'avec les acteurs sélectionnés suite à l'AMI pour les sites identifiés par l'Institution Adour</p>
Durée du Pacte	<p>À compter de sa signature et jusqu'au 10ème anniversaire du terme du [contrat de vente d'électricité].</p>
Droit et juridiction	<p>Droit français/Tribunal de commerce compétent.</p>
Notifications	<p>Stipulations d'usage.</p>